

Système d'acquisition dynamique pour la fourniture de véhicules
Marché n°23PS5038

Marché spécifique n°CPBM_ELSP_25-001
Acquisition de véhicules
Cahier des charges (CCP)

Code de la commande publique issu de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et réglementaire du code de la commande publique

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHE	3
2	DUREE DU MARCHE	3
3	VOLUME DU MARCHE.....	3
4	CRITERES TECHNIQUES	3
5	MODALITES D'EXECUTION.....	4
6	MODALITES DE LIVRAISON.....	4
7	ADMISSION, AJOURNEMENT ET REJET DES PRESTATIONS	5
7.1	<i>Opérations de vérification.....</i>	<i>5</i>
7.2	<i>Admission.....</i>	<i>5</i>
7.3	<i>Ajournement</i>	<i>5</i>
7.4	<i>Réfaction</i>	<i>6</i>
7.5	<i>Rejet</i>	<i>6</i>
8	PENALITES	6
9	Modalités de paiement et RIB du titulaire	6

1 OBJET DU MARCHÉ

Le marché spécifique a pour objet l'acquisition de véhicule TYPE PICK UP 4X4 dont les critères techniques sont détaillés à l'article 4 du présent document.

2 DUREE DU MARCHÉ

Le marché spécifique prend fin lors de l'établissement du PV de réception du véhicule sans réserve en concession ou, le cas échéant, lors de l'établissement du PV conforme de réception du véhicule à son adresse de livraison.

3 VOLUME DU MARCHÉ

Le volume d'achat du présent marché est de 1 véhicule.

Le montant maximum du marché est fixé en quantité à 1 véhicule.

4 CRITERES TECHNIQUES

Le pouvoir adjudicateur souhaite acquérir 1 véhicule.

Les tableaux suivants présentent les caractéristiques attendues par type de véhicule :

Type de véhicule(s)	Caractéristiques	
Véhicule type « PICK UP »		neuf
	Quantité	1
	TYPE	PICK UP 4X4
	Couleur	GRIS
	Puissance mini	205 CV Din
	Kilométrage	Faible
	Dimension	L1535/I191/H188
	Energie	Diesel
	Nombre de places assises	5 places
	Nombre de portes	4
	Cabine	Double
	Nombre de cylindre	4
	Segmentation	4x4
	PTAC	≤ à 3,5 t
	Couple moteur	Couple important dans les phases de démarrage et de relance
	Permis de conduire requis	B
	Boîte de vitesse	Automatique/10
	Caméra de recul	OUI
	Essuie-glace automatique	OUI
	Feux de jour allumage automatique	OUI
	Passage automatique de feux de croisement	OUI
	Détection pression des pneus	OUI
	Rétroviseur rabattable électriquement	OUI
	Aide au démarrage en côte	OUI
	Revêtement intérieur	Cuir
	Accessoires	Roue de secours +cric ou galette
	Système antiblocage des roues + assistance au freinage d'urgence avec signal d'arrêt d'urgence	Oui
	Eclairage intérieur et de proximité	Oui
	Accessoires	oui

Le véhicule est accompagné d'une notice d'utilisation rédigée en français, du carnet d'entretien (avec historique de maintenance précisant les révisions et contrôles nécessaires, le cas échéant), du double des clés et de tous les accessoires nécessaires à sa circulation en France, y compris sa signalétique.

En plus de la garantie légale contractuelle, une extension de garantie en complément est comprise et incluse dans l'offre du titulaire.

Tous les véhicules fournis seront conduits avec un permis de conduire de la catégorie B sauf mention contraire.

5 MODALITES D'EXECUTION

Le présent marché s'exécute dans les modalités prévues au CCP du marché spécifique.

Le marché s'exécute par l'émission de bon de commande.

Les commandes de véhicules indiquées dans ce marché spécifique sont effectuées dans les 10 jours à compter de la date de notification du marché au titulaire.

Le titulaire s'engage à livrer le véhicule dans un délai maximum de soixante (60) jours.

Les délais commencent à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

La livraison s'effectue, pendant les jours et heures ouvrés, soit du lundi au vendredi.

Préalablement à la livraison, le titulaire doit se rapprocher du centre pénitentiaire de Baie-Mahault afin de planifier la date et l'heure de livraison.

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'administration. Le titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution du marché spécifique dans les délais contractuels. Si les causes sont recevables, l'administration notifiera son accord de prolongation par écrit (mail ou courrier)

6 MODALITES DE LIVRAISON

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Le candidat indique de façon distincte dans sa proposition le coût d'acheminement. Pour rappel, tous les frais, charges directes et indirectes liés au transport et à la livraison du véhicule à l'adresse ci-dessous sont inclus dans le prix global proposé par le titulaire. Aucun supplément ne pourra être exigé sur ce fondement, et cela à aucun moment de l'exécution du présent marché spécifique.

Le choix de la livraison du véhicule par les soins du titulaire est précisé lors de l'émission du bon de commande. Le titulaire indique le délai qu'il s'engage à respecter pour la livraison du véhicule.

Le véhicule est acheté en vue d'équiper l'ELSP (Equipe Locale de Sécurité Pénitentiaires).

Le lieu de livraison pour ce présent marché est fixé à l'adresse suivante :

Centre Pénitentiaire de BAIE-MAHAULT
12 rue de la manche à l'eau
97122 BAIE MAHAULT

7 ADMISSION, AJOURNEMENT ET REJET DES PRESTATIONS

7.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification sont effectuées dans les termes prévus à l'article 3.1 du CCP au SAD.

7.2 ADMISSION

Deux cas de figure existent :

Véhicule réceptionné chez le vendeur :

En dérogation de l'article 30.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du présent marché. L'admission prend effet à la date d'établissement du PV de réception du véhicule. **L'admission du véhicule prend alors fin.**

Véhicule réceptionné sur le lieu de livraison in fine :

Une fois le PV de réception du véhicule dressé avec le vendeur, la prestation de livraison du véhicule peut débuter. Un état des lieux contradictoire est réalisé à l'adresse de livraison sur la base du PV d'admission dressé chez le vendeur. En dérogation de l'article 30.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du présent marché. **L'admission de la prestation de livraison prend fin à la date d'établissement du PV de réception du véhicule.**

7.3 AJOURNEMENT

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation sous quinze (15) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 7.4 et 7.5 du présent article, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jours ci-dessus mentionnés. Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'acheteur, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'acheteur, aux frais du titulaire. Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

7.4 REFACTION

Lorsque l'administration estime que les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, elle en prononce la réception avec la réfaction de prix jusqu'à hauteur de 25% du prix du bon de commande. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observation dans les dix (10) jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'administration dispose ensuite de dix (10) jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'administration est réputée avoir accepté les observations du titulaire.

7.5 REJET

Lorsque l'administration estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, elle en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire ait été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de rejet pour effectuer la prestation demandée.

Lorsque ce délai est écoulé, l'administration peut de nouveau prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

8 PENALITES DE RETARD ET DE DEDIT

8.1 RETARD LIVRAISON

Une pénalité de 50 € par jour sera appliquée en cas de retard par rapport à la date fixée pour la livraison, sauf cas s'apparentant à la force majeure.

8.2 DEDIT

Une pénalité correspondant à 3 % de la valeur du véhicule ou du bon de commande sera appliquée en cas de désistement du titulaire du marché spécifique sauf pour les cas s'apparentant à la force majeure.

Les pénalités sont appliquées par réfaction sur facture ou à défaut, par émission de titre de perception.

9 Modalités de paiement et RIB du titulaire

Les modalités de paiement sont précisées à l'article 7 du CCP du SAD.